

Conférence de presse du COBOM

UNE CAMPAGNE POUR LE BOYCOTT DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU EN 1980

APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UN COMITE POUR LE BOYCOTT DES OLYMPIADES DE MOSCOU (COBOM)

Les prochains jeux olympiques doivent avoir lieu à Moscou en 1980.

Comme à Berlin en 1936, comme la coupe Davis dans le Chili de Pinochet, comme le «Mundial» dans l'Argentine de Videla, comme les championnats d'Europe à Prague dans une Tchécoslovaquie toujours occupée, une fois de plus une grande compétition sportive internationale va masquer l'oppression de millions de gens dans le pays qui l'organise, et permettre au régime de renforcer son image de marque à l'échelle internationale.

Pour tous les Etats, le sport est devenu une politique.

Les Jeux Olympiques d'hiver de Lake Placid aux Etats-Unis se dérouleront dans une future prison et serviront de paravent à la soi-disant politique des droits de l'homme de Carter qui ne fait que poursuivre la politique impérialiste de ses prédécesseurs et le soutien aux dictatures fascistes, notamment en Amérique latine.

De même, les dirigeants de l'URSS comptent bien se servir des Jeux Olympiques. Rappelons quelques-uns de leurs titres de gloire :

- Négation des droits démocratiques les plus élémentaires (liberté d'opinion, d'expression, d'organisation...);
- Répression des opposants ouvriers et intellectuels, qui sont réduits au chômage et privés de logement, quand ils ne sont pas emprisonnés ou condamnés aux travaux forcés;
- Utilisation de la psychiatrie pour briser toute résistance des opposants qu'on déclare atteints de «délire réformateur» et qu'on enferme dans des asiles;
- Oppression des minorités nationales et antisémitisme d'Etat qui pousse un nombre croissant de Juifs soviétiques à émigrer.

C'est pourquoi nous jugeons inacceptable que les jeux olympiques aient lieu à Moscou.

Il n'y aura pas de «trêve olympique» pour les syndicalistes emprisonnés, les opposants baillonnés, les artistes interdits. Au contraire, comme en Argentine, la bonne tenue de la compétition implique une répression plus dure encore des opposants : les dirigeants soviétiques feront taire, de gré ou de force, tous ceux dont l'action compromettrait les bénéfices politiques qu'ils comptent retirer de cette compétition.

Le prétendu «rassemblement fraternel de la jeunesse» se tiendra sous la protection des forces spéciales de sécurité, ce qui transformera l'enceinte olympique en camp retranché où les journalistes, les touristes, les sportifs et les accompagnateurs seront sévèrement contrôlés et surveillés.

D'ores et déjà, les investissements financiers sont à la mesure des espérances des dirigeants soviétiques. Cette opération de prestige, évaluée actuellement à 7 milliards de francs, se fera au détriment d'une amélioration des conditions de logement et de transport, et au profit des multinationales participant à la tenue des Jeux.

La préparation des jeux donne lieu dès maintenant à une vaste mobilisation chauvine des esprits : il s'agit d'instaurer un climat d'adhésion aux objectifs du régime en place, qui fera du nombre de médailles obtenues l'indice de la réussite de son système politique.

De même que nous avons dénoncé la dictature de Videla lors de la coupe du monde de football en Argentine, nous dénonçons les atteintes aux libertés dans quelque pays que ce soit ; nous nous

réclamons de la lutte pour l'émancipation des travailleurs et nous refusons aux dirigeants soviétiques le droit de se réclamer du socialisme pour mieux camoufler leurs agissements.

Nous réclamons et souhaitons que l'ensemble des organisations ouvrières, démocratiques et humanitaires réclament :

- le rétablissement des droits démocratiques (liberté d'opinion, d'expression et d'association),
- l'indépendance des organisations ouvrières (syndicales et politiques) vis-à-vis de l'Etat (droit à l'existence notamment du syndicat libre de Klebanov et du syndicat indépendant de Borissov),
- la reconnaissance du droit de grève,
- la libération de tous les emprisonnés pour délit d'opinion et des travailleurs condamnés pour «sabotage économique», terme qui recouvre souvent en fait la grève ou d'autres formes de résistance aux conditions de travail,
- la suppression des camps de concentration et de travail,
- l'abolition de la psychiatrie comme méthode de répression et de normalisation des opposants,
- le droit des minorités nationales à l'auto-détermination,
- le droit de libre circulation en URSS et à l'étranger pour tous les citoyens soviétiques,
- le retrait des troupes du pacte de Varsovie des pays occupés (Tchécoslovaquie),
- l'arrêt immédiat de l'intervention militaire de l'URSS dans les pays du Tiers-Monde comme l'Erythrée.

Pour contraindre les dirigeants soviétiques à satisfaire ces revendications, nous appelons au boycott des jeux olympiques de Moscou.

Nous dénonçons ainsi l'hypocrisie du gouvernement soviétique qui prétend respecter les accords d'Helsinki alors qu'il persécute systématiquement les militants qui luttent pour les Droits de l'Homme et les libertés démocratiques.

Nous exigeons donc que le gouvernement soviétique cesse immédiatement ses mesures répressives à l'encontre des militants des divers comités de surveillance et d'application des accords d'Helsinki.

PREMIERE LISTE DE SIGNATAIRES

Messieurs et Mesdames Ajurriaguerra, Auclair Michel, Aurenche G., Barthes Roland, Benjalloun Tahar, Boisset Yves, Bourgeois G., Cabu, Calaf, Cardonnel, Chatelet François, Chasneaux J.-P., Daix Pierre, Delarge J.-P., Deleuze Gilles, Dumont René, Faye J.-P., Duras Marguerite, Fréminville G., Fromanger G., Foucault Michel, Gantheret F., Guerin F., Halbwachs H., Hennebelle Guy, Henry, Herzberg B., Ivens Joris, Jaulin R., Joshua L., Kerjuel, Lapassade Georges, Lavilliers Bernard, Lemasson Yann, Lipietz Alain, Loridan Marceline, Maspero François, Massiah Gustave, Meillassoux C., Minkowski A., Moreau A., Mignar J.-P., Jankelevitch Wladimir, Nadeau Maurice, Parmelin H., Poliakov Léon, Puig A., Risacher J., Siné, Soullé G., Tazieff Haroun, Thomas L.-V., Tubiana M., Woronoff D., Guattari Félix.

Mardi 24 avril, le COBOM (collectif pour le boycott des olympiades de Moscou) tenait une conférence de presse pour le lancement d'une campagne de masse contre l'URSS du Goulag, pour le soutien à l'opposition démocratique et ouvrière des peuples de l'URSS.

Constitué il y a quelques mois, ce collectif créé par des militants du COBA (boycott des jeux en Argentine) a commencé à faire signer une plate-forme d'appel au boycott sur les bases de l'unité la plus large pour la condamnation du régime d'oppression en URSS, mais aussi sur des bases telles qu'elles interdisent d'assimiler cette campagne pour le boycott aux initiatives des forces de droite qui sous couvert d'«antigoulag», veulent renforcer les régimes capitalistes occidentaux. Le lancement de la campagne du COBOM rencontre le soutien de dissidents soviétiques en France, dont Leonid Pliouchtch qui était présent à la tribune de la conférence de presse.

Des comités locaux sont en voie de constitution. Une réunion nationale est prévue le 5 mai au siège du COBOM 14 rue de Nanteuil, Paris 15^e.

«L'action du COBOM se situe dans le prolongement direct du COBA».

Dans sa conférence de presse, le COBOM a d'abord exposé les raisons qui, comme le COBA en 1978, le conduisent à appeler au boycott des JO de 1980 : le rôle de l'olympisme et des grandes compétitions internationales comme paravent et alibi des régimes fascistes.

Se réclamant de la lutte pour l'émancipation des travailleurs, le COBOM - de même que le COBA a lutté contre le «Mundial» utilisé par la dictature fasciste en Argentine - luttera contre les JO organisés par l'Etat soviétique où les libertés démocratiques les plus élémentaires sont inexistantes, les droits de l'homme violés avec l'aide du KGB, avec les hôpitaux psychiatriques spéciaux, des camps de travaux forcés.

Le mot d'ordre de boycott s'appliquera aussi aux JO d'hiver de Lake Placid aux USA : l'impérialisme US, sous couvert de la mise en scène de la «politique des droits de l'homme» de Carter, soutient en effet l'avènement ou le maintien des dictatures fascistes dans le monde ; les violations des libertés démocratiques y sont constantes ; l'enceinte olympique est d'ailleurs destinée à devenir un pénitencier dès la fin des JO.

Mais le boycott s'exercera principalement contre les JO de Moscou.

«Le boycott, c'est la campagne la plus efficace».

C'est la forme la plus efficace pour aider concrètement et soutenir l'opposition en URSS, estime le COBOM. Cette campagne de solidarité se fera sur la base des revendications clairement énoncées dans la plate-forme d'appel (voir ci-contre).

Pour le COBOM, c'est la forme la plus efficace pour dénoncer l'opération de prestige et de propagande que veulent réussir les dirigeants soviétiques. Pendant qu'on fera place au sport et que les discours retentiront à la gloire de l'Etat soviétique et de ses champions, on relèguera au second plan la réalité du régime d'oppression. Les clameurs des stades couvriront les cris du goulag et aussi les protestations de l'opinion internationale. Les dirigeants soviétiques pourront tranquillement accentuer leur politique militariste et chauvine.

Se rendre sur place, affirmer alors le COBOM, c'est «illusoire, irréaliste, démobilisateur». Sur place, journalistes et touristes seront sous étroite surveillance, parqués dans les villes olym-

piques ; le KGB s'est rendu en Argentine pour assimiler les techniques les plus récentes de contrôle des manifestations sportives, il a pris des contacts avec la police française ; l'attribution des places par Intourist et d'autres organismes officiels limite singulièrement l'afflux des touristes «critiques». Aller sur place, c'est répondre aussi à l'appel des dirigeants soviétiques qui craignent le boycott et réclament qu'on vienne pour réussir son opération.

Refuser d'aller sur place, c'est se donner, dès maintenant, un an à l'avance, les moyens d'informer l'opinion publique sur la réalité du régime d'oppression, de construire un rapport de force en faveur des dissidents sur qui s'abat une répression «préventive».

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme».

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme, mais contre les pratiques politiques répressives et les violations graves et répétées des droits de l'homme en URSS et dans les pays sous sa dépendance». «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» affirmait Marx. Le COBOM a estimé, dans sa conférence de presse que «les organisations françaises qui n'appelleraient pas au boycott prendraient une lourde responsabilité en refusant de condamner pratiquement la répression massive qui s'exerce à l'encontre des dissidents. De la même manière, refuser de dénoncer tel ou tel aspect de la réalité soviétique sous prétexte que cela ferait le jeu de la droite ou que le bilan des pays dits socialistes serait globalement positif revient de fait à cautionner la répression».

LA SIGNIFICATION DU BOYCOTT

- Le COBOM ne demandera pas le transfert des JO dans un autre pays ;

- Il demandera publiquement aux athlètes et aux dirigeants sportifs de refuser de participer aux JO ;

- Il mènera une large campagne de dénonciation de la réalité concentrationnaire soviétique et de solidarité avec les dissidents emprisonnés. Dans ce cadre, il proposera l'envoi d'une commission internationale d'enquête sur place pour prendre contact avec les prisonniers et exiger leur libération ;

- Il soutiendra toutes les autres formes de boycott ;

- Il demandera aux organisations syndicales de se solidariser avec les syndicats libres et indépendants soviétiques.

Joëlle FECLAZ

Après la décision du comité olympique français

NON A LA TOURNEE DES SPRINGBOKS !

Mardi, le comité national olympique et sportif français a refusé de se conformer aux décisions du mouvement olympique international et de boycotter les relations sportives avec l'Afrique du Sud. Prétextant que «les rencontres sportives internationales doivent bénéficier de la trêve politique», il a décidé de maintenir pour octobre la tournée des Springboks, équipe de rugby d'Afrique du Sud.

Devant cette décision, le Mouvement anti-apartheid qui, en lançant la

campagne contre cette tournée, avait engagé des discussions avec les milieux sportifs, en particulier la Fédération française de rugby, a déclaré : «La tournée des Springboks est une opération politique et y faire accueil revient à se faire complice du système raciste d'apartheid». Le Mouvement anti-apartheid a l'intention de continuer la lutte pour empêcher cette tournée. Dans ce but, il va impulser la création de comités locaux, en particulier dans le Midi, dans les villes où devrait avoir lieu la tournée.

La décision du comité olympique met désormais le gouvernement français devant ses responsabilités. Soisson et François-Poncet n'ont-ils pas déclaré qu'ils jugeaient cette tournée inopportune ? Vont-ils prendre prétexte de «l'indépendance» du comité pour laisser faire la tournée des Springboks, tout en se prévalant d'une position de principe auprès des pays africains ? Il ne faut pas admettre une telle position hypocrite. La campagne doit donc se poursuivre pour contraindre le gouverne-

ment à interdire la tournée.

Cette campagne s'inscrit dans la lutte menée par le mouvement anti-apartheid en France et dans le monde pour dénoncer les liens politiques, militaires et économiques des impérialismes occidentaux avec le régime raciste et organiser des mobilisations pour leurs ruptures, ce qui est une forme de soutien efficace à la lutte du peuple d'Afrique du Sud.

J.P. C.